

Séjour
Cartable à la
Neige, dès
698€ pour une
famille de 3
pers



Et si cette année
vous partiez avec
vos enfants en
janvier ou mars?
Le cartable à la
neige est la
solution pour
partir au ski en
dehors des
vacances scolaires
Découvrez notre
sejour

EN SAVOIR PLUS

le QUEYRAS
GUILLESTRE - MONT VISO

GUILLESTROIS QUEYRAS STATIO

PRÉSENTATION

Le séjour Cartable à la Neige est une solution pour partir au ski en dehors des vacances scolaires.

Nous vous proposons un séjour en appartement meublé à Ceillac, incluant pour vos enfants 5 matinées de ski encadrées par les moniteurs de l'ESF et 5 après-midi au "Cartable à la Neige" et pour vous un ski pass 6 jours pour profiter pleinement de votre semaine au ski.
Vos enfants skient le matin avec des moniteurs de l'ESF et profitent d'une aide aux devoirs l'après-midi, tandis que vous partagez à deux votre plaisir de glisse.

Différent et distinct de l'école primaire de Ceillac, le service "cartable à la neige" est un produit touristique proposé par la Commune de Ceillac, pour les enfants de vacances scolarisés en classe élémentaire (CP à CM2).
Ce service est une véritable aide aux devoirs. L'intervenant accueille, en dehors des vacances scolaires, des enfants de différents niveaux, originaires de toutes régions. L'intervenant du cartable à la neige assure un suivi scolaire où chaque élève vient avec ses propres livres et devoirs.
En complément du soutien scolaire, tous les enfants effectuent un travail de découverte du milieu montagnard à l'aide d'un "livret de découverte" qui leur est remis.
L'encadrement est réparti sur 5 après-midi du lundi au vendredi de 14h à 17h, entrecoupés d'une récréation en plein air.

Séjour à partir de 698€* pour une famille de 3 personnes (2 adultes skieurs et 1 enfant inscrit au Cartable à la Neige)

* Le prix indiqué comprend :

L'hébergement 7 jours en appartement meublé

2 ski-pass adulte 6 jours

1 pack complet Cartable à la Neige : inscription au service cartable à la Neige, 5 cours de ski collectifs avec l'ESF de 2h et 5 ski-pass 2h (10h à 12h) du lundi au vendredi

Séjour valable du 4/01 au 8/02 et du 7/03 au 28/03

à partir de 698€

« Comprendre »

Frédéric Branswyck

Le terme est-il apprécié dans les instituts de formation des enseignants ? Les écoles normales finissantes l'avaient banni. Il ne pouvait alors intégrer les formules d'évaluation par compétences, ou items, venues des universités canadiennes. La compréhension n'était pas considérée comme mesurable, dans la mesure où le terme ne désigne aucune action concrète, directement observable. L'aspect fonctionnaliste de ces évaluations n'échappait d'ailleurs pas à ceux qui avaient pu en voir les tenants et les aboutissants dans les milieux du handicap, avec la mise en œuvre des C.A.T. et des foyers externalisés. Ainsi, les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres succédaient aux écoles normales d'instituteurs, sous l'égide de plus en plus prégnante des universités. Au sein de celles-ci se constituaient les sciences de l'éducation. L'articulation entre recherche et techniques d'application suivait ainsi le modèle mis en place dans le domaine technique (fac/IUT), dans la logique fonctionnaliste déjà évoquée.

A l'école, la pédagogie par objectifs et l'évaluation des compétences devait permettre d'individualiser les rythmes d'apprentissage. Le modèle scolaire traditionnel était alors perçu comme sclérosant et il s'agissait de mettre l'enfant, dans sa singularité, au cœur d'apprentissages cycliques. Cette exigence d'adapter les apprentissages, dans leurs contenus puis dans leurs méthodes, aux individus, n'a pas cessé depuis. Cette logique est d'ailleurs plus que jamais à l'œuvre dans les bureaux d'études des entreprises allemandes sous le vocable « industrie 4.0 », avec une dimension numérique forte (cf. le robot, coupable idéal, *Le Monde diplomatique*, décembre 2019).

A l'heure où l'urgence est à « se saisir des opportunités », puisqu'« il faut s'adapter » (cf. le livre éponyme de B. Stiegler), prendre peut paraître plus opportun que comprendre. Dans un monde où l'accélération des échanges devient le moyen et la fin du progrès, à l'aune d'une économie de flux tendus, prendre le temps du commun peut paraître superfétatoire. Car comprendre consiste étymologiquement et effectivement à s'approprier collectivement un fait culturel. La séquence comprendre puis apprendre, qui suppose de trouver une position commune dans un travail concomitant pour s'approprier connaissances et capacités, est au cœur de la démarche pédagogique. Certes, les rythmes et les modalités d'apprentissage varient suivant les personnes, les circonstances et les matières enseignées. Mais les enjeux de la compréhension, c'est-à-dire de l'intégration collective du sens, des processus et des représentations culturelles à celles de l'apprenant, dépassent le point de vue personnel pour y intégrer le développement de la sociabilité et de l'empathie (au sens développé par C. Rogers). L'école est donc par essence le lieu de la constitution du sens commun et du sens critique, de la prise de conscience de la doxa et des paradoxes, de la compréhension en somme.

Par conséquent, l'absentéisme scolaire est un obstacle, d'ailleurs bien identifié, à l'enseignement. La progressivité coordonnée des notions abordées, le rythme des interactions, les dynamiques de groupe, pâtissent de l'inconstance des élèves et des familles. Associer l'ajustement des prérequis, de la logique didactique, des rythmes biologiques et cognitifs, des contraintes sociales, est une tâche complexe qui suppose un minimum de cohérence des différents acteurs de l'institution scolaire. Or il apparaît que la persévérance tend à faire défaut.

Le triptyque qualificatif de l'école « obligatoire, laïque et gratuite » est interdépendant. L'un ne va pas sans l'autre. Ainsi la laïcité et la gratuité sont rendues nécessaires parce que la scolarisation s'impose à tous. Ce que ne saurait faire un enseignement à connotation religieuse sans heurter les convictions des uns ou des cours payants éloignant les plus démunis.

Mais, depuis quelques années maintenant, l'obligation scolaire semble perdre de son évidence. Plusieurs faits y concourent :

- Les samedis matin de classe ont d'abord été réorganisés afin de permettre aux enseignants de se réunir plus souvent, il y a une vingtaine d'années. Une logique d'amélioration de la productivité se mettait alors en place dans l'enseignement, avec le soutien bienveillant des syndicats de professeurs.

- Il faut dire que les modes de vie avaient peu à peu diminué les taux de présence du samedi, et que le relâchement de la vigilance à cet égard se répandait au détriment des enfants les plus jeunes.

- A ces trois heures de cours ont été substituées des activités pédagogiques soumises à l'aval des parents d'élèves, depuis dix ans. Conséquence entaille à l'obligation, dix pour cent du temps de scolarisation sont ainsi devenus tributaires de la bonne volonté des familles.

- Si la réforme des rythmes scolaires en cours a diminué ces temps d'A.P.C., c'est pour leur substituer des moments d'animations plus ou moins choisis, dans un élan de dérégulation caractéristique du libéralisme ambiant. Ceux-ci se sont vus relégués au mercredi, dans la plupart des communes désormais. Évidemment, les choix ou les possibilités d'adaptation des familles, sont devenus la règle.

- A la faveur des mesures de sécurisation des écoles, les modalités d'accueil des élèves ont ensuite été modifiées. Dans certains secteurs, les élèves peuvent entrer en classe dix minutes avant que les cours ne commencent. Ici ou là, ces vingt minutes quotidiennes sont intégrées aux emplois du temps disciplinaires et ce sont ainsi entre 5 et 6 % du temps de classe qui deviennent facultatifs, avec l'aval de l'institution scolaire.

... Que dire ensuite des officines parascolaires qui se vantent sur les radios publiques

d'employer des professeurs de l'éducation nationale ? Ou des marchands de séjours de loisirs qui proposent aux familles des tarifs avantageux « hors vacances scolaires » avec « aide aux devoirs » assurée par des animateurs tous les après-midi.

On voit ainsi, peu à peu, un fondement de l'école s'éroder insensiblement. Malheureusement le phénomène se généralise et évite soigneusement tout débat public, alors que les enjeux paraissent conséquents si l'on écoute les attentes, voire les exigences, des acteurs sociaux (familiaux, économiques, politiques...). D'aucuns s'indignent des symptômes d'une perte de cohésion sociale et de valeurs communes, qui ne s'alarment guère de la déconstruction de l'institution chargée de les initier.

Ce sont aussi les notions de choix et de désintéressement qui sont interrogées. Celles-ci définissent le jeu, qui prend une place de plus en plus importante dans la société, et donc à l'école. Le ludisme se nourrit du fantasme d'une éducation sans opposition, quand la contrariété est à la base des apprentissages. Les conflits cognitifs sont fondateurs des capacités intellectuelles, et le dosage des difficultés rencontrées par les élèves constitue le quotidien des enseignants. L'organisation de la classe, des rythmes et des interactions y est déterminante. Ils supposent un minimum de constance dans les effectifs d'enfants concernés.